

VENEZUELA - Pauvreté et développement social : bilan 2011 et perspectives pour 2012

Jesse Chacón

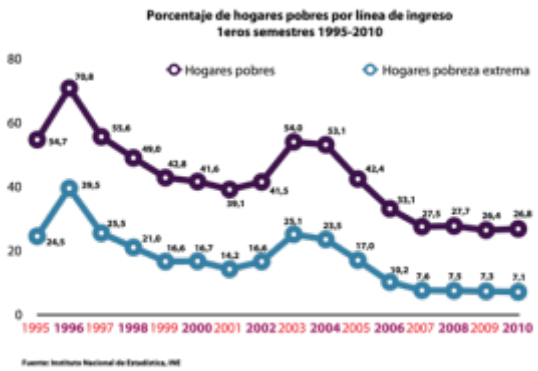
mercredi 29 février 2012, mis en ligne par Thierry Deronne

La CEPAL, l'organisme des Nations Unies chargé de mesurer le développement économique et social en Amérique Latine, reconnaît dans son rapport de janvier 2012 les réussites du Venezuela en matière de réduction de la pauvreté.

Selon la CEPAL, le Venezuela est le deuxième pays d'Amérique latine dans la liste de ceux qui ont réduit la pauvreté au cours des 12 dernières années, derrière l'Equateur qui entre 1991 et 2010 l'a fait reculer à 26,4%. Ces données provenant d'un organisme internationalement reconnu contrastent avec celles des centres d'étude de l'opposition vénézuélienne qui, sans référence empirique valide ou fiable, maquillent les données pour conclure que dans notre pays, la pauvreté s'est aggravée.

Les faits parlent d'eux-mêmes. Alors que sous la nuit amère du néo-libéralisme imposé par l'opposition, la pauvreté atteignit 70,8% de la population (en 1996), la révolution bolivarienne l'a fait baisser à 26,8% en 2010.

En 1998, année où le président Chávez remporta l'élection présidentielle, la pauvreté touchait 49% de la population. Le nouveau modèle de politique sociale du gouvernement révolutionnaire a commencé à la faire reculer, jusqu'à 39,1% en 2001. Le résultat de l'intervention grotesque de l'opposition à travers le coup d'Etat militaire et le lock-out du secteur pétrolier en 2002, fut la remontée de la pauvreté à 54% en 2003. Les années suivantes, avec la reprise progressive des politiques d'inclusion sociale, les résultats redevinrent positifs, et tous les chercheurs internationaux armés méthodologiquement les ont validés.



Inverser la tendance de la pauvreté est dû à l'augmentation des investissements sociaux. L'investissement social par rapport aux recettes fiscales pour la période 1988-1998 (avant l'élection de Chávez) était de

36,6%.

De 1999 à 2009 (après l'élection de Chávez) cet investissement a augmenté jusqu'à 60,6%. Il a été maintenu en dépit des défis que le gouvernement bolivarien a dû relever lors du coup d'Etat et du lock-out pétrolier de 2002 ou la crise économique et la chute des prix du pétrole en 2008.

Le Venezuela renforce sa politique sociale – même si pour les analystes néo-libéraux, cela n'est que populisme chaviste et non construction de garanties. Ils emploient l'épithète « populiste » sans préciser son contenu comme si l'éducation pouvait correspondre à la distribution de sacs de nourriture aux accents populistes que pratiquent les gouvernements néo-libéraux.

Au Venezuela, par contre, le système de santé qui se développe de plus en plus respecte le **Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU** ainsi que l'observation générale nº 14 du Comité du PIDESC, qui prévoit l'obligation de se conformer aux critères de la gratuité et l'universalité. De même, ces caractères gratuit et universel de l'éducation font partie des engagements internationaux contenus dans l'observation nº13 du Comité du PIDESC.

Le modèle construit par la révolution bolivarienne a dépassé le modèle populiste, car l'élément central du populisme est le clientélisme et l'annulation des sujets sociaux. Au contraire l'élargissement du tissu social et la configuration de véritables sujets sociaux est la caractérisque centrale de la société actuelle du Venezuela.

Le modèle de politique sociale qui se matérialise à travers la révolution, est cohérent et aligné sur les normes que définit l'architecture internationale des droits économiques, sociaux et culturels. Chaque instrument normatif a été matérialisé dans des stratégies de politique publique et celles-ci, dans des réalisations tangibles pour la population vénézuélienne.

ARQUITECTURA INTERNACIONAL DE DERECHOS ECONÓMICOS, SOCIALES Y CULTURALES

INSTRUMENTOS NORMATIVOS	CONTENIDO	AÑO
Declaración Universal de los Derechos Humanos	Principios de la dignidad humana. Principios de libertad	1948
Pacto internacional de Derechos Económicos, Sociales y Culturales	Libre determinación de los Pueblos. Disponer libremente de sus riquezas y recursos naturales Todos los estados respetarán la libre determinación de conformidad con las disposiciones de la carta de la ONU. Los estados dispondrán de medios apropiados y medidas para lograr progresivamente la plena efectividad de los derechos (Trabajo, Seguridad social, salud, Sindicalización, salud, alimentación, vivienda, otros	1976
Principios de Limburgo (En la ciudad de Maastrich Países Bajos)	Precisa los Derechos Económicos y sociales como Derechos Humanos y señala como los estados deben cumplirlos	1986
Directrices de Maastrich	Precisa las obligaciones de los estados de Respetar, Proteger y Cumplir. Les otorga a los DES el mismo valor que los civiles y políticos.	1997
Convención americana de Derechos humanos	Formula 7 metas para la reducción de la pobreza en el 2015	2000
Convenios OIT	Relativos a protección Sindical y derecho al trabajo	

La révolution bolivarienne renverse la pratique hypocrite de la bourgeoisie latino-américaine, et en particulier de celle du Venezuela, qui consistait à signer formellement des protocoles de droits, pour les violer dans la conception et dans la mise en œuvre de ses politiques, laissant exploser la pauvreté croissante et l'exclusion. Son essence fut la défense d'un modèle néo-libéral de politique sociale qui n'a aucun scrupule à transformer la santé et l'éducation en marchandises.

MODELOS DE POLÍTICA SOCIAL

ELEMENTOS CENTRALES	MODELO NEOLIBERAL DE LA ELITE PUNTO-FIJISTA	MODELO DE ESTADO SOCIAL DE DERECHO QUE EMERGE DE LA CONSTITUCIÓN BOLIVARIANA
IGUALDAD	Fuerte estratificación social. Desigualdad social es natural. Política gubernamental distributivamente neutra.	La igualdad es un objetivo fundamental, todo se analiza por su impacto distributivo.
SOLIDARIDAD	Se da dentro de cada estrato social. Alta competitividad, individualismo posesivo. Asistencia a los pobres.	Solidaridad social no competitiva, cooperación, reciprocidad y simetría social, altruismo.
MOVILIDAD SOCIAL	Competencia, triunfan los mejores. Discurso de la igualdad de oportunidades para encubrir la inexistencia de igualdad de realizaciones.	Igualdad de oportunidades y de realizaciones.
SOCIEDAD	Atomizada, prioridad al interés individual y particular	Sociedad como un nosotros. Fuerte esfera pública.
INCLUSIÓN	A través del mercado, participación restringida solo para resolver problemas específicos. Excluidos como ciudadanía subsidiada.	Es fundamental, se da a través de una participación amplia social, Política y Económica. Ciudadanía emancipada y democracia activa.
POBREZA	Objeto de intervención de políticas gubernamentales Focalización de programas	Prioridad sobre la distribución del ingreso y la riqueza.

Nombreux sont les défis et les objectifs à atteindre pour notre processus qui entre dans ce nouveau cycle

2013-2019. Réussir à approfondir ces résultats et en faire bénéficier les secteurs historiquement les plus exclus, implique de renforcer la conscience et la participation populaire directe afin que nous soyons en mesure de défendre ce qui a été atteint.

L'expérience de la barbarie néo-libérale du cycle de « puntofijo » [1], comparée aux résultats du cycle bolivarien socialiste nous permet de redire avec l'inoubliable Rosa Luxembourg : « socialisme ou barbarie » !

Jesse Chacón est directeur du Grupo de investigación social siglo XXI (GISXXI).

Traduction française : **Thierry Deronne**, pour www.larevolucionvive.org.ve.

Texte original : GISXXI, http://www.gisxxi.org/noticias/pobreza-y-desarrollo-social-en-venezuela-balance-2011-y-perspectivas-para-el-2012-por-jesse-chacon-gisxxi/

Notes

[1] Pacte signé en 1958 entre des partis dominants vénézuéliens (social-chrétien et social-démocrate) pour se répartir en alternance le gouvernement et l'État sans en modifier les structures.